



**Photo** : Des passagers du train intercités quittent les lieux de l'accident, vendredi 21 octobre à Eseka, au Cameroun. © STRINGER / AFP

**Trois enquêtes sont en cours au Cameroun suite à la catastrophe ferroviaire qui a coûté la vie à 79 personnes lorsqu'un train assurant la liaison Yaoundé-Douala a déraillé vendredi 21 octobre près de la ville d'Eseka.**

## **BURUNDI :**

### **Burundi : Inauguration des nouveaux bâtiments du PNUD**

A Bujumbura, ce lundi 24 octobre 2016, M. Joseph Bangurambona, secrétaire permanent du ministère burundais des Relations extérieures et de la coopération, et, M. Paolo Lembo, représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement PNUD au Burundi, ont inauguré ensemble les nouveaux bâtiments du PNUD, financés à 50% par l'Etat et 50% par l'ONU ( Organisation des Nations Unis ).

Au Burundi, l'Etat et le PNUD œuvrent dans le cadre des objectifs de développement durable de l'agenda global 2030. Cette collaboration existe depuis 1975. L'Etat Burundais a prévenu les structures onusiennes ( tels le PNUD, le HCR, Haut Commissariat des droits de l'Homme etc. ) au niveau national de ne pas devenir des outils de propagande au service des USA, de la France ou de la Belgique qui mènent actuellement une Guerre Humanitaire contre le Burundi. Ce message est destiné surtout aux fonctionnaires onusiens provenant de ces pays agresseurs du Burundi. Par exemples, comme par hasard, commencer à faire des conférences de presse,, à quelques jours de grandes rencontres internationales, en présentant des chiffres à caractères socio-économiques ou humanitaires, sans les mettre en perspective ou en mentant, en vue de nuire à l'image du Burundi. Ces comportements et déclarations coûtent des centaines de millions d'USA à l'économie nationale. Le Burundi n'est pas un pays pauvre, mais il se développe socio-économiquement à sa vitesse ...  
DAM, NY,AGNEWS, le mardi 25 octobre 2016

## RWANDA :

### **Rwanda : pas de visa, pas de chocolat !**

<http://www.jeuneafrique.com/367995/societe/rwanda-de-visa-de-chocolat/>

24 octobre 2016 à 14h40 Par Mehdi Ba @mehdiba

Un célèbre chocolatier français parti photographier les gorilles en RD-Congo s'est retrouvé assigné à résidence au Rwanda pendant près de deux mois pour défaut de visa, après s'être pris pour James Bond...

« Un véritable calvaire. » C'est ainsi que le quotidien Le Parisien résumait, le 20 octobre, la mésaventure vécue au Rwanda par le célèbre chocolatier français Patrick Roger. Accompagné par un collègue, ce dernier a en effet été retenu pendant cinquante jours à Kigali avant d'être autorisé à regagner Paris le 14 octobre. À l'origine du litige, un simple défaut de visa. Mais l'attitude des deux hommes, au poste-frontière rwandais de Rubavu, a transformé une banale démarche administrative en roman d'espionnage.

Arrivés au Rwanda le 12 août, les deux hommes ne comptent qu'y transiter. Ils doivent se rendre par la route dans l'est de la RD-Congo pour un safari-photos. Spécialiste des sculptures en chocolat représentant des animaux sauvages, Patrick Roger compte « aller voir les gorilles » et réaliser des clichés de ses futurs modèles animaliers. Deux semaines plus tard, revenus de Goma, lui et son compagnon de voyage se présentent au poste-frontière rwandais de Rubavu afin de regagner Kigali pour y prendre leur vol retour. Problème : ils disposaient d'un visa valable pour une seule entrée. L'officier de l'immigration leur suggère donc de retourner à Goma pour solliciter un nouveau visa, via Internet.

#### Violation des lois sur l'immigration

Le chocolatier ne l'entend pas ainsi. Lui et son comparse, qui circulent dans un véhicule diplomatique appartenant à la délégation de l'Union européenne (UE), forcent l'entrée sur le territoire rwandais et foncent vers la capitale. Une fois arrivés, ils se tournent vers l'ambassade de France, qui leur recommande d'aller se livrer aux services de l'immigration. Les deux hommes sont alors interrogés, puis brièvement placés en garde à vue au poste de police de Kicukiro, à Kigali. Après avoir reconnu une violation des lois sur l'immigration, ils sont relâchés et assignés à résidence dans un hôtel, le temps que l'enquête aille à son terme. Patrick Roger, qui qualifie de « très correctes » les conditions de son séjour forcé, continuera, selon Le Parisien, de « gérer son entreprise grâce à une tablette et Internet ».

Patrick Roger et son collègue plaideront coupables pour leur entrée illégale sur le territoire et s'acquitteront, chacun, d'une amende d'1 million de francs rwandais (1 000 euros)

Côté rwandais, l'opération coup de poing du chocolatier-photographe aiguise la suspicion sur ses motivations. Et l'implication d'un véhicule et d'un chauffeur officiels de l'UE ne fait que rallonger la durée de l'enquête. Le 13 octobre, Patrick Roger et son collègue plaideront coupables pour leur entrée illégale sur le territoire et s'acquitteront, chacun, d'une amende d'1 million de francs rwandais (1 000 euros). Ils sont autorisés à quitter le pays.

De retour à Sceaux, en région parisienne, Patrick Roger a livré une version qui suscite l'indignation des autorités rwandaises. « On s'est trompé de porte d'entrée. C'est comme si j'étais entré par la porte Brançon au lieu de la Porte d'Orléans », minimise le chocolatier, dans une allusion à deux « portes » voisines du sud de Paris. Aucune mention n'est faite à son visa à « entrée unique », a

fortiori à son entrée en force sur le territoire rwandais dans un véhicule de l'Union européenne.

Le pays de l'Agaciro

« Le Rwanda est le pays de l'Agaciro [dignité, en kinyarwanda], ce n'est pas une jungle ! Quand on y viole la loi, on y subit une sanction », résume une source officielle rwandaise. « Ils auraient pu demander un nouveau visa sur Internet, confortablement assis dans un restaurant de Goma, ajoute la même source. Mais manifestement, ils ont cru que nos règles ne les concernaient pas et ils se sont enfuis dans un véhicule diplomatique. »

À Kigali, où l'on souligne que « ce genre de problèmes arrive très rarement et que ces deux Français ont admis leur erreur et se sont montrés patients et conciliants », on pointe, en revanche, « la mauvaise volonté de certains responsables de l'UE pour collaborer à l'enquête, ce qui n'a fait qu'en rallonger la durée. »

Mehdi Ba

### **Génocide rwandais : le procès de Bobigny, un symbole français**

[http://www.liberation.fr/planete/2016/10/24/genocide-rwandais-le-proces-de-bobigny-un-symbole-francais\\_1524049](http://www.liberation.fr/planete/2016/10/24/genocide-rwandais-le-proces-de-bobigny-un-symbole-francais_1524049)

Par Maria Malagardis — 24 octobre 2016 à 19:21

Croquis de Pascal Simbikangwa, lors de son procès à Paris le 4 février 2014. Benoît Peyrucq. AFP

Génocide rwandais : le procès de Bobigny, un symbole français

Édito

Les crimes contre l'humanité en procès à la cour d'assises de Bobigny : voilà qui est inédit. C'est pourtant le cas à partir de ce mardi et jusqu'au 9 décembre, avec l'ouverture du procès en appel du capitaine Pascal Simbikangwa, déjà condamné le 14 mars 2014 en première instance à vingt-cinq ans de prison par la cour d'assises de Paris. Cet officier rwandais, cloué sur une chaise roulante, est accusé d'avoir été l'un des instigateurs du génocide qui a visé la minorité tutsie dans ce petit pays de l'Afrique des Grands Lacs, entre avril et juillet 1994, faisant plus de 800 000 morts en seulement cent jours.

Un temps chef des renseignements intérieurs rwandais, Simbikangwa est souvent décrit comme un «homme de l'ombre», réputé très proche d'un pouvoir qui, dès le début des années 90, se laisse entraîner dans une surenchère mortifère et raciste. C'est loin, le Rwanda. Et nombreux sont encore ceux qui ont du mal à intégrer qu'un «vrai» génocide ait pu avoir lieu en Afrique. Lors du procès en première instance, l'avocat de Simbikangwa, maître Fabrice Epstein, n'avait-il pas lui-même dénoncé «le virus du comparatisme», s'indignant d'un rapprochement possible entre le génocide des Tutsis et celui des Juifs ? Les similitudes sont pourtant troublantes, parfois jusqu'à la caricature. Au Rwanda, des intellectuels ont réécrit l'histoire de leur pays pour dénoncer le caractère «dominateur» des Tutsis, stigmatiser «la fourberie» de cet «ennemi de l'intérieur». Le génocide a été préparé par des pogroms récurrents et la formation de milices. Il sera rendu possible par une administration docile et une propagande tout à fait moderne. Notamment à travers la Radio des Mille Collines qui, à partir de 1993, alternera musique branchée et appels aux meurtres des Tutsis. Simbikangwa fut d'ailleurs l'un des actionnaires de cette radio.

Mais au fait, pourquoi cet ancien officier est-il jugé en France ? En raison de la compétence universelle qui oblige notre pays à juger les auteurs de crimes contre l'humanité qui se trouvent en France. Or il faut avouer qu'ils sont nombreux. Du moins en ce qui concerne les Rwandais suspectés d'avoir orchestré ou participé au génocide des Tutsis en 1994. Plus de 25 plaintes ont été déposées devant la justice française qui, en vingt-deux ans, n'a pourtant organisé que trois procès.

Une lenteur scandaleuse qui s'explique aussi par un malaise bien français, alors que Paris a trop longtemps été le meilleur soutien du régime qui conduira au génocide.

Le procès qui s'ouvre à Bobigny n'est pas celui de la France au Rwanda. Mais il a une portée symbolique et pédagogique alors que l'opinion française ignore encore trop souvent l'ampleur et la nature de ce qui s'est passé dans ce pays, comme le rôle joué par certains décideurs français dans la genèse de cette tragédie.

Maria Malagardis

### **Suède : arrestation d'un homme "soupçonné de génocide" au Rwanda**

<http://fr.africanews.com/2016/10/25/suede-arrestation-d-un-homme-soupconne-de-genocide-au-rwanda/>

Le parquet et la police en Suède ont annoncé l'arrestation mardi d'un Suédois d'origine rwandaise de 48 ans "soupçonné de génocide" au Rwanda en 1994.

L'homme, dont l'identité n'a pas été dévoilée, a été interpellé à l'aube à son domicile d'Örebro, à 160 km à l'ouest de Stockholm, a indiqué la police dans un communiqué. Arrivé en Suède en 1998, il a été naturalisé en 2006.

De son côté, le parquet a indiqué ne pas pouvoir donner davantage de précisions sur les faits reprochés.

En 2014 et 2016, la Suède a condamné deux autres Rwandais naturalisés Suédois, Stanislas Mbanenande et Claver Berinkidi, à la prison à perpétuité pour leur participation au génocide au Rwanda.

Des condamnations ont également été prononcées dans d'autres pays européens, aux Etats-Unis et au Canada.

Déclenché après l'assassinat le 6 avril 1994 du président rwandais, le Hutu Juvénal Habyarimana, le génocide rwandais a fait, selon l'ONU, 800.000 morts en trois mois, essentiellement parmi la minorité tutsi.

## RDC CONGO :

### **RD Congo : Joseph Kabila se félicite du respect de la Constitution lors de la tenue du dialogue**

<http://fr.africanews.com/2016/10/25/rd-congo-joseph-kabila-se-felicite-du-respect-de-la-constitution-lors-de-la/>

Carole KOUASSI 25/10 - 10:12

Près d'une semaine après la fin des assises en République démocratique du Congo, le président Joseph Kabila a officiellement pris connaissance du rapport du dialogue national. Un rapport entièrement en conformité avec la Constitution du pays, selon Joseph Kabila.

Les conclusions du dialogue national en RD Congo ont été présentées ce lundi au chef de l'État Joseph Kabila par une délégation menée par le facilitateur de l'Union africaine, Edem Kodjo.

De prime abord, le dirigeant congolais a dit prendre acte du document qui entérine notamment le report de l'élection présidentielle à avril 2018 et autorise Joseph Kabila à rester en fonction jusqu'à cette date.

Le locataire du Palais de la Nation de Kinshasa s'est également félicité que le médiateur Edem Kodjo ait mené à bon port ce "processus difficile avec dévouement et intégrité". Un accord que Joseph Kabila a qualifié d'"inclusif" car il est resté "ouvert à la signature des partis et regroupements politiques et autres organisations de la société civile qui s'engagent à respecter toutes ses dispositions".

Autre objet de satisfaction, le respect de la Constitution lors de ces assises. Le président Kabila s'est du reste réjoui "que les participants au dialogue n'ont pas ignoré la Constitution mais ils se sont plutôt engagés à la respecter dans son intégralité".

Passé le satisfecit, les participants au dialogue ont par ailleurs été exhortés à mettre en place "dans les prochaines 48 heures" un comité de suivi de l'accord.

Censé aboutir à l'organisation d'élections crédibles et apaisées, le dialogue national a été boycotté par une partie de l'opposition et certains pays occidentaux dont la France. Ces contestataires y pointent justement une violation de la Constitution et de la résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations unies alors que le second et dernier mandat de Joseph Kabila est censé prendre fin le 19 décembre 2016 selon la Constitution.

Vendredi l'église catholique a tout simplement appelé à de nouvelles négociations auxquelles prendrait part l'opposition radicale, réunie sous la bannière du Rassemblement, tenue par Étienne Tshisekedi.

### **Quand BNP Paribas lâche la République démocratique du Congo**

[http://www.lepoint.fr/editos-du-point/marc-roche/quand-bnp-paribas-lache-la-republique-democratique-du-congo-26-10-2016-2078630\\_2441.php](http://www.lepoint.fr/editos-du-point/marc-roche/quand-bnp-paribas-lache-la-republique-democratique-du-congo-26-10-2016-2078630_2441.php)

La banque française argue de l'opacité des transactions des matières premières pour se retirer de RDC. Ce qui provoque un vif émoi en Belgique.

De notre correspondant à Londres, Marc Roche

Publié le 26/10/2016 à 09:27 | Le Point.fr

Humiliation, désertion, trahison. Pas de mots trop forts chez les cousins belges pour exprimer la

sombre colère devant la décision de BNP Paribas de se retirer de la République démocratique du Congo. Pour justifier ce départ, qui met dans l'embarras les milieux d'affaires belges présents dans l'ancienne colonie, la première banque française invoque des problèmes de bonne gouvernance.

Cet acte fort est aisément compréhensible. Après l'imposition, en 2014, de la lourde amende américaine dans l'affaire de la violation des sanctions américaines contre l'Iran, Cuba et le Soudan, l'établissement...

### **RDC : « Joseph KABILA » prépare un passage en force**

<http://fr.kongotimes.info/2016/10/23/rdc-joseph-kabila-prepare-passage-force/>

La Majorité présidentielle (MP) doit regarder avec admiration le président Sassou Nguesso et sa famille politique de l'autre côté du fleuve Congo. Et pour cause. Le président de la République du Congo a réalisé chez lui ce que la Majorité au pouvoir à Kinshasa ne parvient à obtenir. Au Congo Brazzaville, Denis Sassou Nguesso est parvenu à faire passer un référendum constitutionnel taillé à sa mesure. Il a organisé un Dialogue national non inclusif, en l'absence de principaux partis de l'Opposition. De même, le clan Sassou a organisé et gagné la présidentielle et les législatives sans trop d'accroches, jetant au passage en prison le principal challenger de l'Opposition à la présidentielle, le général Mokoko. L'homme d'Oyo a réussi son coup sans que toute la communauté internationale ne s'abatte sur lui avec menace de sanctions. Cette formule a du mal à réussir en RDC. La MP a tenté sans succès à modifier la constitution du 18 février 2006. Son souci, faire sauter le verrou constitutionnel (article 220) qui empêche Joseph Kabila à se représenter après son deuxième et dernier mandat. Le Dialogue de la Cité de l'Union africaine ayant montré ses limites dans la réalisation du plan de glissement, la MP prépare un passage en force.

Le Dialogue de la cité de l'Union africaine n'aura servi que de tremplin à la MP pour valider son plan de glissement sans concessions majeures. Dans sa furie, elle ne lésine plus sur les moyens pour comprimer l'espace politique et museler l'Opposition avant de l'anéantir. Aussi répression brutale, arrestations illégales et détentions arbitraires des opposants font bon ménage sur fond de tension toujours accrue. Le cas Bruno Tshibala montre que le schéma de Brazzaville est en marche à Kinshasa.

La Majorité présidentielle(MP) doit regarder avec admiration le président Sassou Nguesso et sa famille politique de l'autre côté du fleuve Congo. Et pour cause. Le président de la République du Congo a réalisé chez lui ce que la Majorité au pouvoir à Kinshasa ne parvient à obtenir. Au Congo Brazzaville, Denis Sassou Nguesso est parvenu à faire passer un référendum constitutionnel taillé à sa mesure. Il a organisé un Dialogue national non inclusif, en l'absence de principaux partis de l'Opposition. De même, le clan Sassou a organisé et gagné la présidentielle et les législatives sans trop d'accroches, jetant au passage en prison le principal challenger de l'Opposition à la présidentielle, le général Mokoko. L'homme d'Oyo a réussi son coup sans que toute la communauté internationale ne s'abatte sur lui avec menace de sanctions.

Cette formule a du mal à réussir en RDC. La MP a tenté sans succès à modifier la constitution du 18 février 2006. Son souci, faire sauter le verrou constitutionnel (article 220) qui empêche Joseph Kabila à se représenter après son deuxième et dernier mandat. Le Dialogue de la Cité de l'Union africaine ayant montré ses limites dans la réalisation du plan de glissement, la MP prépare un passage en force. Joseph Kabila a instruit ses troupes pour qu'il soit mis fin, dans le meilleur délai, aux négociations sous la facilitation d'Edem Kodjo avant que la communauté internationale ne récupère la situation.

Suite aux événements des 19 et 20 septembre derniers, tous les partenaires extérieurs ont appelé récemment Kinshasa à organiser un dialogue national inclusif avec les acteurs majeurs de

l'Opposition. Selon la communauté internationale, les conclusions de la Cité de l'UA devraient faire partie de la matière à traiter pour le prochain forum auquel devra prendre part le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement. Initiative qui donne des tournis à la MP qui entend passer à la vitesse supérieure en montant sur ses grands chevaux. La RDC n'est ni le Burundi ni le Congo-Brazzaville

Le jusqu'aboutisme suicidaire de la MP est en marche. Celle-ci est persuadée qu'elle peut parvenir à faire comme au Congo Brazzaville. Oubliant que « la République démocratique du Congo n'est pas n'importe quel pays ». Le géant Congo n'est ni le Burundi ni le Congo-Brazzaville. La RDC a une histoire différente de tous ces pays où les constitutions ont été facilement tripatouillées pour permettre au président de la République de rempiler autant de fois qu'il le désire.

Dans sa détermination à imposer un schéma comme celui de Brazzaville, la MP a érigé la répression en mode de gestion des manifestations dans le but de faire taire toute expression populaire. Les manifestations des 19 et 20 septembre sont une parfaite illustration de l'état d'esprit du pouvoir de Kinshasa. Les enquêteurs indépendants, notamment le rapport du Haut commissariat des Nations Unies pour le droit de l'Homme a démontré que la plupart des morts et de blessés ont été touchés par balles soit à la poitrine soit à la tête. Ce qui prouve l'intention des forces de sécurité de « tirer avec intention de tuer ». Selon l'Opposition, une centaine de morts a été dénombrée pendant ces manifestations contre 32, selon le gouvernement.

Cette répression brutale, qui se poursuit sans désespérer, vise à anéantir l'opposition et à la museler afin d'asseoir un régime monolithique. Cela passe par une transition au cours de laquelle il sera organisé des élections anticipées, en prenant à court l'Opposition. De quoi comprendre la création au sein de la MP d'une cellule de coordination électorale.

Dès lors, il s'observe une véritable chasse à l'homme contre les organisateurs de la manifestation autorisée du 19 septembre, particulièrement tous les cadres du Rassemblement qui ont négocié l'itinéraire de la marche avec l'Hôtel de ville de Kinshasa. Après ces manifestations, la Majorité au pouvoir avait promis d'en sanctionner les auteurs intellectuels. Une liste d'une dizaine de personnalités est à la disposition des services de sécurités avec ordre d'arrêter tous ces cadres politiques pour incitation à l'insurrection populaire et à la révolte. En exécution de cette traque, Bruno Tshibala, Secrétaire général Adjoint de l'UDPS, a été arrêté à l'Aéroport international de Ndjili le dimanche 9 septembre alors qu'il s'apprêtait à effectuer un voyage officiel à l'extérieur du pays. Une semaine auparavant un autre cadre du Rassemblement Moni della, a été interpellé et écroué à la prison centrale de Makala.

Toutes ces arrestations sont la preuve que le pouvoir de Kinshasa a mis ses menaces en exécution et instrumentalise les Cours et Tribunaux pour ses fins. Selon les indiscrétions, après l'arrestation des organisateurs de la manifestation de 19 septembre, ça sera le tour des ténors du G7 et ceux de la Dynamique de l'Opposition, deux plateformes faisant partie du Rassemblement. Le pouvoir ira jusqu'à arrêter Etienne Tshisekedi, le patron du Rassemblement ? Rien n'est moins sûr quand on sait que la MP semble perdre les pédales.

Au Rassemblement, toutes ces persécutions sont considérées comme de la provocation. La MP attise le feu contre ses adversaires politiques alors qu'à la Cité de l'UA tout le monde, notamment la CENCO, demande davantage de mesures de décrispation politique. C'est la preuve que MP n'a pas besoin d'un compromis politique qui respecte la constitution, garantisse la paix et permette de débloquer le processus électoral en panne. La seule voie qui lui reste c'est le passage en force.

Face à l'intransigeance du Rassemblement, déterminé à infliger un carton jaune ce 19 octobre et un rouge le 19 décembre, il y a fort à craindre que la situation ne dégénère en RDC. Déjà, aucun parti

politique de l'Opposition ne peut manifester publiquement dans les provinces, sauf ceux de la MP. Le pouvoir de Kinshasa ambitionne de réduire suffisamment l'espace politique en RDC singeant ce qui s'est passé ailleurs.

Appel à la communauté internationale

Il est temps que la Communauté internationale s'active pour arrêter la folie du pouvoir de Kinshasa. Tous les regards seront tournés vers les réunions des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne qui vont statuer sur le cas de la RDC le 17 octobre. Il en sera de même au Conseil de sécurité de la SADC le 24 octobre. Et le 27 octobre, un sommet de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs est prévu à Luanda. Toutes ces réunions sont initiées en parfaite collaboration entre les Nations Unies, le Conseil européen, l'Union africaine, la SADC et la CIRGL.

La communauté internationale va apporter sa solution à la crise en RDC si les fils et filles de la RDC n'acceptent de s'entendre. D'où la nécessité d'encourager un cadre de dialogue inclusif qui mettrait autour d'une même table les conclusions de la Cité de l'UA et celles du Conclave du Rassemblement.

[lepotentiel]

CONGO :

### **La pulvérisation du Congo Brazzaville par Sassou**

<http://mwindi.org/congo-b/519-la-pulverisation-du-congo-brazzaville-par-sassou>  
Benjamin BILOMBOT BITADYS

Derrière les discours et les déclarations de circonstance, se cache une triste réalité, celle d'une opposition du Congo-Brazzaville à la peine et une majorité présidentielle sans foi ni loi.

Hold-up réussi

En Afrique, les séquences post-électorales constituent un cauchemar pour les leaders politiques à la quête d'un point de chute pour s'assurer des meilleurs lendemains dans la perspective d'échapper au théorème suivant lequel : « ceux qui l'emportent, gagnent tout et les malheureux perdent tout ». Au Congo-Brazzaville, la situation de la plate-forme IDC-FROCAD élargie à la composante JMMM relève d'un positionnement politique nuancé. Mais, en politique, les nuances comptent, elles parlent et elles disent quelque chose. La bataille des leaders pour le positionnement politique qui fait rage sous les yeux hagards des populations du Congo-Brazzaville participe de cette logique. La période post-présidentielle a tourné à une foire d'empoigne pour l'alliance IDC-FROCAD et la composante JMMM. Denis Sassou Nguesso qui s'agrippe au pouvoir et qui manie le bâton et la carotte, est en passe de réussir son hold-up électoral du 20 mars 2016 c'est-à-dire la pulvérisation de l'Opposition et la tétanisation de l'Eglise (sans parler d'anathème).

L'Opposition sens dessus-dessous

La plate-forme IDC-FROCAD a été transformée en une hydre à trois têtes. Mathias Dzon, donnant du « A son Excellence, Monsieur le Président » à Denis Sassou Nguesso, qui balaye d'un revers de la main l'idée d'un chef de file de l'opposition. L'IDC-FROCAD incarnée par Claudine Munari Mabondzo droit dans ses baskets et Serge Blanchard Oba qui s'est prononcé pour le maintien de Sassou Nguesso jusqu'en 2020 sans que cette sortie ne suscite des remous. Et, enfin, Guy Brice Parfait Kolelas qui prône une large opposition allant de Pascal Tsaty Mabilia, Paul-Marie Mpouélé qualifié naguère de « mountoudia » (sangue) par le patron de « Youki », à Jean Michel Bokamba yangouma, Anguios Nganguia Engambé en passant par Kinioumbi Kia Mboungou et Nicéphore Fyla de Saint Eudes. Si la convention proposée par Guy Brice Parfait Kolelas devrait se tenir, elle se résumerait à un ramassis de personnalités ayant cautionné le changement de la Constitution du 20 janvier 2002 et reconnu la victoire de Denis Sassou Nguesso. En effet, par-delà les nuances programmatiques, les divergences de gouvernance et même les désaccords de valeurs, les leaders de l'alliance IDC-FROCAD et la composante JMMM ne savent pas où donner de la tête ou plutôt s'interrogent sur la stratégie à amorcer après le passage en force du khalife d'Oyo, Denis Sassou Nguesso qui dispose de mercenaires, d'une police politique et d'un arsenal militaire impressionnant.

« Dialogue », vous avez dit dialogue ?

S'il existe un point de litige entre les leaders de l'opposition, c'est bien entendu le dialogue. Denis Sassou Nguesso qui est passé maître dans l'art de l'esquive a déjà trouvé une martingale à la crise politique post-électorale du Congo-Brazzaville : le vivre ensemble. Quoiqu'en ordre dispersé, l'appel au dialogue sans exclusive a été substitué au concept de « vivre ensemble » par Denis Sassou Nguesso et son premier ministre Clément Mouamba qui a reçu l'assentiment de Serge

Blanchard Oba, ci-devant porte-parole de l'IDC en l'absence de André Okombi Salissa disparu des écrans radars. Les populations du Congo-Brazzaville connaissent l'aversion de Denis Sassou Nguesso à toute idée du dialogue, synonyme de la perte du pouvoir à l'instar de la conférence nationale souveraine de 1990. Le prétexte a été vite trouvé. « Pas de dialogue dans le sang » a déclaré Clément Mouamba, premier ministre de fait de Sassou Nguesso à l'occasion de la cérémonie des hommages des victimes tombées dans le champ du Pool du 11 octobre 2016. Fermez le banc.

### Clément Mouamba versus Thierry Mougalla

A quand les hommages pour les autres victimes ? Y aurait-il deux catégories de victimes ? Les bonnes et les mauvaises ? Evidemment, Clément Mouamba, instruit par Sassou Nguesso, et enfermé dans une bulle de kevlar, a une autre lecture des événements dans la région du Pool. « Il n'y a jamais eu de bombardement dans le Pool ni d'État de siège. Je suis désolé d'entendre pareilles choses au niveau de la représentation nationale », a-t-il déclaré (Les Dépêches de Brazzaville, 20 octobre 2016), en réponse à l'une des questions du député de Kinkala Guy Brice Parfait Kolelas sur les bombardements dans le Pool et l'État de siège dont ferait l'objet cette partie du pays.

Que font donc les hélicoptères de combat pilotés par des ukrainiens dans le ciel du Pool ? Difficile de faire croire que ces engins de mort se livrent à des baptêmes de l'air dans les localités du Pool. Devant la représentation nationale, Clément Mouamba nie l'évidence et la réalité des faits contredisant le porte-parole du gouvernement Thierry Mougalla et le colonel Moukala Tsoumou, porte-parole de la police, qui ont, eux, par contre, justifié les bombardements dans le Pool sans pudeur. Comment rendre hommage à d'autres morts si on nie qu'il y a une guerre dans la région du Pool ? Apparemment les paradoxes ne semblent pas impressionner les partisans du « vivre ensemble. »

### L'Eglise

Denis Sassou Nguesso a réussi la performance de diviser l'Eglise catholique en instillant la graine de l'ethnocentrisme. « La hiérarchie semble paralysée par des contradictions internes. Les neuf évêques de la conférence épiscopale sont divisés », témoigne un acteur de l'Eglise congolaise, « les deux originaires du nord, la région de Sassou Nguesso, penchent plutôt du côté présidentiel. Les trois évêques européens, deux Français et un Espagnol, ne se sentent pas autorisés à dénoncer les dérives actuelles au motif qu'ils ne sont pas Congolais. Enfin, les quatre évêques du sud ne veulent pas braquer leurs collègues du Nord (La Croix, 18 avril 2016). ». Ce mal est aussi présent au niveau de l'Eglise. L'épiscopat du Congo-Brazzaville, traversé par des divisions ethniques, après un long silence, est sorti du bois et a planté le théâtre de la sortie de crise dans le message du 16 octobre 2016 : le dialogue. « Nous, Evêques du Congo, vous rappelons que le dialogue véritable constitue la pierre angulaire de toute vraie démocratie. Nous demandons vivement à nos responsables politiques d'œuvrer dans ce sens en vue du retour définitif de la paix au Congo en général et dans le Pool en particulier. Que l'Etat prenne ses responsabilités de garant de la paix et de l'unité nationale ».

### Législatives

Certains leaders politiques de l'opposition se situent déjà dans la perspective des législatives de 2017. C'est le cas de Pascal Tsaty Mabiala qui bat déjà campagne dans le « Niboland » et l'UPADS, de manière insidieuse, et sans le dire, c'est l'horizon vers lequel se tourne désormais le « Youki » de Guy Brice Parfait Kolelas. Entre Pascal Tsaty Mabiala et Guy Brice Parfait Kolelas, une course à l'échalote est engagée. A qui échoira le statut du chef de l'opposition et les avantages qui vont avec ? Qui tiendra le haut du pavé de l'échiquier de l'opposition ? D'autres clament le dialogue sans exclusive, la mise en place d'un gouvernement de transition qui déboucherait sur l'organisation de

l'élection présidentielle sans Denis Sassou Nguesso. Vaste programme. C'est la posture défendue par Mathias Dzon et les Assises dirigée désormais par Gabriel Mawawa Mawa Kiéssé.

Benjamin BILOMBOT BITADYS

## CAMEROUN :

### **Déraillement au Cameroun : le train roulait trop vite, selon le président de Bolloré Africa**

Railways :: CAMEROON

<http://www.camer.be/55536/11:1/deraillement-au-cameroun-le-train-roulait-trop-vite-selon-le-president-de-bolloré-africa-railways-cameroon.html>

Selon lui, la décision de doubler le nombre de wagons du convoi le vendredi 21 octobre avait été autorisée par les autorités.

Le train qui a déraillé vendredi 21 octobre au Cameroun faisant 79 morts roulait à une vitesse excessive d'après les premières constatations, a déclaré mardi 25 octobre à Reuters Eric Melet, président de Bolloré Africa Railways, l'exploitant de la ligne de chemin de fer où s'est produit l'accident. Deux enquêtes, interne et judiciaire, sont en cours pour identifier l'ensemble des facteurs qui ont conduit à l'accident, a précisé le dirigeant.

« L'élément de vitesse en approche de la gare est clairement un incident qui a dû avoir un lien avec le déraillement. Il y a beaucoup de paramètres qui peuvent jouer sur une voie de chemin de fer. Ils doivent être analysés précisément avant de pouvoir en dire plus », a-t-il affirmé.

Le double de la vitesse normale

Selon le dirigeant, l'Intercité qui reliait la capitale Yaoundé au port de Douala roulait à 80 km/h à l'approche de la gare d'Eseka, soit le double de la vitesse normale. Eric Melet a précisé par ailleurs que la décision de doubler le nombre de wagons du convoi pour faire face à la forte demande avait été autorisée par les autorités et que le nombre de passagers supplémentaires était conforme à la capacité des voitures.

## SENEGAL :

### **Senergy 2, la plus grande centrale solaire d'Afrique de l'Ouest, inaugurée au Sénégal**

[http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/25/senergy-2-la-plus-grande-centrale-solaire-d-afrique-de-l-ouest-inauguree-au-senegal\\_5020110\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/25/senergy-2-la-plus-grande-centrale-solaire-d-afrique-de-l-ouest-inauguree-au-senegal_5020110_3212.html)

Le pays, où près de la moitié de la population n'a pas encore accès à l'électricité, veut devenir la locomotive énergétique verte de la sous-région.

Par Matteo Maillard (contributeur Le Monde Afrique, Bokhol, Sénégal)

La centrale de Senergy 2, au nord du Sénégal, s'étend sur 40 hectares.

C'est par un protocolaire enclenchement d'interrupteur que le président sénégalais Macky Sall a mis sous tension, samedi 22 octobre, la plus grande centrale solaire d'Afrique de l'Ouest. D'une puissance de 20 mégawatts, Senergy 2 va permettre au Sénégal de fournir de l'électricité à 160 000 personnes et se rapprocher d'un mix énergétique plus vert. Le gouvernement s'est fixé comme objectif 20 % d'énergie renouvelable pour 2017 dans son plan Sénégal émergent (PSE).

Située à Bokhol, dans le nord du Sénégal, à 5 km de la frontière mauritanienne, la centrale en question s'étend sur 40 hectares de terre aride balayée par l'harmattan. 40 degrés, 2000 heures d'ensoleillement par an, un site idéal pour déployer plus de 75 000 panneaux solaires, soit 12 hectares de verre polycristallin. « Ce taux d'ensoleillement permet de produire le double d'électricité de ce que pourrait une ferme solaire de même capacité installée en Angleterre ou dans le nord de la France, explique Charlotte Aubin-Kalaïdjian, présidente de Greenwish, la société d'investissement spécialisée dans les énergies renouvelables qui a mis en service et raccordé la centrale au réseau de la Senelec (Société nationale de l'électricité au Sénégal). Le kilowattheure sera vendu à 40 % du prix moyen du mix énergétique sénégalais. Un prix qui devrait rester fixe pour la durée de vie de cette centrale qui est d'au moins 25 ans. »

45 % d'investisseurs sénégalais

Cela représente pour l'Etat sénégalais une économie de 3 milliards de francs CFA par an (4,5 millions d'euros), soit 58 milliards (88 millions d'euros) sur vingt ans, la durée du contrat d'achat d'électricité établi avec la Senelec. L'empreinte écologique est aussi concernée par cette cure d'amaigrissement. Senergy 2 va permettre d'éviter l'émission de 23 000 tonnes de CO2 dans l'atmosphère. « C'est dire si le Sénégal entre de plain-pied dans l'heure des énergies propres, s'est enthousiasmé Macky Sall lors de son discours d'inauguration. Bokhol doit être fière de nous avoir mis dans le bon sens de l'histoire et de l'actualité à quelques semaines de la COP 22 à Marrakech ». Senergy 2 a été construite en huit mois, en partenariat avec le groupe français Vinci.

Lancé en 2012, le projet est détenu par le Greenwish Africa REN, un véhicule d'investissement rassemblant des investisseurs étrangers mais aussi locaux, à hauteur de 45 %, parmi lesquels la Caisse des dépôts et consignations du Sénégal (CDC). Cela signifie que 45 % des dividendes versés restent au Sénégal. La totalité de l'investissement s'est monté à 26 millions d'euros et a bénéficié d'un prêt de Green Africa Power, un fonds pour stimuler l'investissement du secteur privé dans les énergies renouvelables en Afrique subsaharienne.

« Le principal ennemi du solaire est la poussière, glisse Saliou Sow, directeur général de Senergy 2. C'est pourquoi nous allons engager 25 permanents pour l'entretien et le nettoyage de la centrale. 40 % des emplois seront recrutés localement. Nous avons aussi une machine qui permet de souffler le sable des panneaux solaires en cas de tempête. »

Eclairage public solaire

D'ici la fin du mois de novembre, Greenwish va installer un éclairage public solaire et des kits

solaires domestiques dans les onze villages autour de la centrale qui n'ont pas accès à l'électricité malgré des lignes à haute tension qui passent à côté de leurs habitations. Impossible de raccorder directement des lignes basse tension à des pylônes électrique haute tension. « Puis à moyen terme, nous allons construire des pompes solaires pour améliorer les rendements agricoles de ces villages », avance M. Sow. La progression du réseau électrique national sénégalais devra ensuite prendre le relai pour alimenter ces villages ainsi que la région.

Aujourd'hui encore, 45 % des Sénégalais n'ont pas accès à l'électricité (20 % dans les villes, 60 % en zones rurales). Un retard que Macky Sall souhaite combler en doublant la capacité énergétique du pays : « De 573 mw en 2011-2012, la puissance totale de notre parc énergétique a aujourd'hui atteint une puissance de 821 mw. Notre objectif est d'atteindre 1264 mw en 2019. »  
« Réduire le prix du courant d'ici janvier »

Afin de tenir son pari de locomotive énergétique verte de la sous-région, le Sénégal va enchaîner les inaugurations de centrales solaires et éoliennes. Début novembre, sera lancée celle de Malikounda d'une capacité similaire à Senegy 2 (20 mw), suivie de deux autres de 29 mw chacune, d'ici début 2017, sans oublier le parc éolien de Taïba Ndiaye de 150 mw. Une augmentation en capacité dont le gouvernement espère qu'elle entraînera une baisse des prix du kwh dont le coût de production est déjà passé de 97 francs CFA (15 centimes d'euro) en 2012 à 44 CFA aujourd'hui (7 centimes d'euro).

Cette année, la Senelec a enfin obtenu un bilan positif et a pu se passer de la subvention annuelle que l'Etat lui versait - elle s'élevait à 105 milliards de CFA (160 millions d'euros) en 2012. En conséquence, Macky Sall a demandé à la Senelec et à son ministre de l'énergie de « réfléchir sérieusement à la possibilité de réduire le prix du courant d'ici le mois de janvier ». Une facture énergétique diminuée dans les ménages sénégalais serait de bonne augure pour les élections législatives de 2017.

## UGANDA :

### **Trump backers arrested outside US embassy in Uganda**

<https://www.enca.com/africa/trump-backers-arrested-outside-us-embassy-in-uganda>

Tuesday 25 October 2016 - 3:11pm

Carrying placards, one emblazoned with the slogan "A vote for Trump is a vote against African dictatorship!", the two men attempted to enter the US embassy grounds in the Ugandan capital. Photo: Twitter / @DailyMonitor

KAMPALA - Two Ugandans were arrested outside the US Embassy in Kampala on Tuesday morning while taking part in a demonstration of support for US presidential candidate Donald Trump.

Carrying placards, one emblazoned with the slogan "A vote for Trump is a vote against African dictatorship!", the two men attempted to enter the US embassy grounds in the Ugandan capital.

The men -- named by local media as Bigirwa Moses and Allan Kitonsa -- are reportedly members of the youth wing of Uganda's Democratic Party, though spokesman Kenneth Kakande distanced his party from the demonstration.

"Today's protest was not sanctioned by the Democratic Party. Perhaps overzealous young people, excited by what's taking place in America, were just seeking media attention," Kakande told AFP, saying that in his view the billionaire Republican candidate was not suitable for the White House.

Police spokesman Emilian Kayima described the incident as an "embarrassment by two young men who appeared to be seeking political clout" and said they will likely be charged with unlawful assembly.

A spokesman for the US Embassy in Kampala confirmed the incident but declined to comment further.

AFP

### **Uganda to sign agreement with Arab countries**

[http://www.newvision.co.ug/new\\_vision/news/1438615/uganda-sign-agreement-arab-countries](http://www.newvision.co.ug/new_vision/news/1438615/uganda-sign-agreement-arab-countries)

By Wilson Manishimwe Added 25th October 2016 04:08 PM

Speaking to New Vision, Muganda said the Government officials on October 19 travelled to Saudi Arabia and met several licensed labour recruitment companies over the agreement.

In a bid to control human trafficking and protect Ugandans in diaspora, Uganda is set to sign bilateral agreements with countries that take Ugandans such as Saudi Arabia, United Arab Emirates and Oman.

According to Patrick Muganda, the head of Dispora department in Foreign Affairs Ministry, the agreement will ensure that companies that employ Ugandans abroad honour the provisions of the employees' contracts as well as protecting their rights.

image

"The challenge is that some people travel to places without the knowledge about the kinds of jobs waiting for them." said Muganda.

Speaking to New Vision, Muganda said the Government officials on October 19 travelled to Saudi Arabia and met several licensed labour recruitment companies over the agreement.

“The exercise will be rolled to other countries such as Qatar, Oman among others,” said Muganda. He also said the foreign affairs ministry together with other government agencies will soon embark on campaigns to alert Ugandans intending to travel abroad for employment about the need and the importance of registering with Uganda’s diplomatic missions abroad.

“Negligible numbers of people abroad register with Uganda’s embassies and this makes provision of consular services to these people difficult,” said Muganda.

The head of directorate of Interpol Uganda Asan Kasingye on Monday warned that if they are to work, they should work in the companies licensed by Ugandan government and the terms of the job contracts should be clearly understood by them (employees).

“They shouldn’t go with quack companies,” said Kasingye.

## SOUTH AFRICA :

### **Save South Africa: Whose protest is it anyway?**

<http://mg.co.za/article/2016-10-25-save-south-africa-whose-protest-is-it-anyway>

Ra'eesa Pather 25 Oct 2016 13:12

A civil society campaign is calling for President Zuma's resignation and firmly backing Finance Minister Pravin Gordhan as he prepares to head to court on November 2. Save South Africa has been building its momentum, but will it deliver?

For some time, there have been ANC veterans who have spoken out against President Zuma's leadership. Barbara Hogan dropped the mic at a mosque in Cape Town after she encouraged ANC members to demand Zuma's resignation, while Ahmad Kathrada penned an open letter saying an end to Zuma's presidency would be an end to the "crisis of confidence in the country". Siphon Pityana delivered an emotional eulogy at the funeral of Reverend Makhenkesi Stofile, where he too spoke powerfully against the president.

"We say we are against corruption yet at every turn we are falling over each other trying to steal from the poor. When you drove here you drove past the village of Ngqele. When Rev Stofile was in office he did not give it special treatment. He did not build a palace worth over R200-million amidst a sea of poverty," Pityana said at the time.

He asked that Zuma step down, and the message he delivered was perhaps one of the catalysts for the Save South Africa campaign he is now leading. Hogan and former finance minister Trevor Manuel are on the Save South Africa steering committee, and a host of significant organisations have backed the group, including Section 27, Lawyers for Human Rights, Corruption Watch and religious organisations such as the Anglican Church.

The plan of action

On November 2 – the date which Pravin Gordhan is set to appear at the North Gauteng High Court on charges of fraud, Save South Africa will release its declaration and founding principles. On the same day, it will host a People's Assembly Against State Capture.

"The Save South Africa campaign is calling on all South Africans to unite behind that great symbol of our nation, the National Flag, to a 'People's Assembly Against State Capture' in Pretoria on November 2 to make their voices heard against attempts to loot the country's resources," a statement from Save South Africa said.

The assembly is set to take place outside the high court in Pretoria, where Gordhan will appear. While the campaign has generated strong support, questions remain about who will be participating come November, if Save South Africa is influential enough to back its demands, or if it's simply another #ZumaMustFall.

Mass protest or middle-class protest?

At the end of last year, groups of protesters banded together under #ZumaMustFall demanding, like Save South Africa, that President Zuma steps down.

The #ZumaMustFall campaign received widespread criticism because protesters were largely white, middle class, and out of touch with poor black people. Case in point: a photo went viral of a woman

wearing a Mandela T-shirt meditating amongst protesters.

In an interview with Pityana, Power FM's Iman Rappetti asked the Save South Africa leader about his campaign's focus to save the ANC or to save the country and alleviate the impact on poor South Africans. Pityana's response was that the country comes before the ANC and South Africans must be loyal to the country before the ANC.

"South Africans have to show their loyalty to the country even if they have to stand against their own political parties," Pityana said.

But as it stands, the Save South Africa campaign is largely built on the South African middle-class intelligentsia, particularly of ANC stalwarts. Loyalty within the ANC is almost sacrosanct, and the chorus of ANC voices speaking out against the party's leadership, which recently include ANC chief whip Jackson Mthembu, have shed light on how deep the crisis of leadership runs in South Africa.

Equally important, however, is mass protest. If the demand is the president's resignation, then the protest must push against the country's pressure points. Save South Africa have urged that all South Africans, including business and labour, stand with them on the picket lines, but whether it will be a reality remains to be seen.

It's been a year when citizens, stalwarts and ANC members themselves have shunned the Zuma presidency. As we edge closer to the end of 2016, South Africa could find itself either a step ahead from where the country stood in 2015, or it could witness another protest a la #ZumaMustFall.

Ra'eesa Pather

Ra'eesa Pather is a general news journalist with the Mail & Guardian's online team. She cut her teeth at The Daily Vox in Cape Town before moving to Johannesburg and joining the M&G. She's written about memory, race and gender in columns and features, and has dabbled in photography. [Read more from Ra'eesa Pather](#)

## TANZANIA :

### **East Africa: World Bank Report Faults Tanzania Tax System**

<http://allafrica.com/stories/201610260065.html>

By Alawi Masare

Dar es Salaam — Tanzania has climbed up ease of doing business rankings, but the country is still lagging behind regional peers because of a complicated tax payment system, a new report shows.

According to the Doing Business 2017 Report released yesterday, East Africa's second biggest economy adopted just one reform to improve aimed at improving the business environment. Tanzania is ranked 132nd, seven places up from its 139th position in last year's report.

While the country has been credited for extending coverage of the credit reference bureau, the report notes that the government undermined this positive attribute by complicating the tax payment system.

Tanzania is also performing poorly in trading across borders, protecting minority investors, resolving insolvency and registering property.

Kenya and Rwanda undertook five and four reforms, respectively, to continue cementing their positions as East Africa's most reformed economies during the period under review.

Uganda adopted three reforms, while Burundi made one improvement. No reform was reported in South Sudan, the newest member of the East African Community.

Regionally, Tanzania is ahead of Burundi and South Sudan, according to the latest rankings.

Doing business rankings are based on the average of how close each economy is to global best practices in business regulation.

A high score indicates a more efficient business environment and stronger legal institutions.

The report says that sub-Saharan Africa economies stepped up the pace of reform activity, with 37 economies undertaking a total of 80 business reforms in the past year, an increase of 14 per cent from the previous year.

For the second consecutive year, Kenya was among the world's top 10 reformers, while seven economies implemented four or more reforms each.

The world's other top 10 reformers, based on reforms undertaken, are Brunei Darussalam, Kazakhstan, Kenya, Belarus, Indonesia, Serbia, Georgia, Pakistan, United Arab Emirates (UAE) and Bahrain. However, 13 economies in the region had additional hurdles for women entrepreneurs.

Economic experts and private sector players see Tanzania as having a long way to go as far as a conducive investment climate is concerned.

Prof Honest Ngowi of the Mzumbe University Business School said the rankings mattered a lot for investment decisions and a low ranking could scare away potential investors who would prefer countries where they could operate smoothly.

"It's good news that Tanzania has climbed up the rankings, but we still have a lot to do with regard to taxation, corruption and even infrastructure," said Prof Ngowi.

The Tanzania Private Sector Foundation (TPSF) unveiled a report last week indicating that the local business environment was still not good.

The sixth Business Leaders Perceptions of the Investment Climate in Tanzania Report - 2015 mentions corruption as the biggest impediment to business growth that has been least addressed by the government. Other issues include tax administration, level of taxes and access to finance.

However, the private sector is banking on President John Magufuli following his crackdown aimed at restoring discipline and accountability in public service.

TPSF Executive Director Godfrey Simbeye said yesterday during the report's launch that he was not entirely surprised by the findings, but voiced optimism that shortcomings highlighted would be addressed and improvement would be seen in the next report.

"There are no miracles in this, and we expect more improvement. We have confidence in initiatives being taken by the new government's leadership," he said.

The government said it would continue addressing issues which were adversely affecting the business environment.

"It's a great achievement having improved in the rankings," said Mr Chrispher Mramba, assistant director in the Prime Minister's Office responsible for improving the business environment.

"We will continue improving property and business registration and other issues that affect the local investment climate," he added.

## **KENYA :**

### **Une attaque à l'explosif au Kenya revendiquée par des Chabab**

[http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/25/attaque-a-l-explosif-mortelle-au-kenya\\_5019738\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/25/attaque-a-l-explosif-mortelle-au-kenya_5019738_3212.html)

Il s'agit de la deuxième attentat perpétré en moins d'un mois à Mandera, dans le nord-est du pays.

Le Monde.fr avec AFP Le 25.10.2016 à 08h41 • Mis à jour le 26.10.2016 à 09h23

Au moins douze personnes – onze hommes et une femme – ont été tuées dans la nuit de lundi 25 à mardi 26 octobre dans une attaque à l'explosif menée par des islamistes somaliens chabab visant une maison d'hôtes dans la ville de Mandera, dans l'extrême nord-est du Kenya. La bombe artisanale a explosé vers 3 h 30 du matin (2 h 30, heure française), faisant s'effondrer une partie du bâtiment.

« Des officiers de sécurité en patrouille ont accouru immédiatement, ont circonscrit la zone et commencé les opérations de secours. Tous les occupants de l'hôtel ont été évacués et six ont été sortis vivants des décombres pour le moment », a précisé un responsable local. Lors d'une

conférence de presse, le gouverneur du comté de Mandera, entouré de plusieurs homologues des comtés voisins, a « condamné un acte odieux ».  
Chasser les « infidèles »

Les Chabab ont revendiqué l'attaque sur le site de leur station, Radio Andalus, affirmant avoir tué quinze personnes dans une volonté de chasser les « infidèles » du nord-est du Kenya, où vit majoritairement une population musulmane d'ethnie somali.

Le nord-est du Kenya, qui partage une longue frontière avec la Somalie, est le théâtre depuis environ trois mois d'une recrudescence d'attaques attribuées aux Chabab. Mandera a ainsi été frappée pour la deuxième fois en moins d'un mois : le 6 octobre, un commando islamiste avait tué six personnes dans un complexe résidentiel abritant des employés du secteur du bâtiment.

Lire aussi : Six morts dans l'attaque de Chabab somaliens dans le nord du Kenya

Le 22 septembre, c'est un poste de police dans la localité de Liboï qui avait été attaqué par plusieurs dizaines de combattants, finalement repoussés par les forces de sécurité kényanes. En juillet, le poste de Diff, dans le comté de Wajir, lui aussi frontalier de la Somalie, avait à son tour été visé.  
Tensions à un an d'élections générales

Affiliés à Al-Qaida, les Chabab ont juré la perte du gouvernement somalien, soutenu à bout de bras par la communauté internationale et protégé par la force de l'Union africaine en Somalie.

Outre la menace chabab, les élections générales prévues en août 2017 sont susceptibles d'alimenter les tensions au Kenya, y compris dans le nord-est. Selon plusieurs sources sécuritaires, les tensions politiques sont vives dans le comté de Mandera, en vue de l'élection du futur gouverneur.

« Certains hommes politiques pourraient vouloir rendre la situation difficile pour d'autres, de sorte que l'état d'urgence soit déclaré dans le comté et que les élections ne se déroulent pas en 2017 dans cette région », a dit un haut responsable sécuritaire sous couvert de l'anonymat.

Lire aussi : Les Chabab, révélateurs des failles de l'Etat somalien  
Attaque également en Somalie

Par ailleurs, une attaque au camion piégé par des Chabab a eu lieu mardi contre une position de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom), à Beledweyne, dans le centre de la Somalie, ont fait savoir plusieurs responsables locaux. « Il y a des victimes, mais nous n'avons pas encore les détails », selon l'un d'entre eux.

## ANGOLA :

### **L'Angola et la RCA renforcent la coopération**

<http://www.journaldebangui.com/article.php?aid=10967>

Par Angola Press - 24/10/2016

Les autorités angolaises et centrafricaines (RCA) ont signé vendredi, à Luanda, par de leurs respectifs chefs des diplomaties, Georges Rebelo Pinto Chikoti et Charles Doubané

Les autorités angolaises et centrafricaines (RCA) ont signé vendredi, à Luanda, par de leurs respectifs chefs des diplomaties, Georges Rebelo Pinto Chikoti et Charles Doubané, deux nouveaux instruments juridiques en vue de renforcer la coopération bilatérale.

Il s'agit d'un accord général de coopération révisé et du mémorandum politique entre les Ministères des Relations Extérieures de l'Angola et des Affaires Etrangères, Intégration Africaine et des Centrafricains à l'étranger.

Parlant à la presse après la signature des instruments juridiques, le ministre Georges Chikoti a déclaré que la révision de l'Accord général permettrait d'accélérer la coopération entre les deux pays, ouverte à tous les secteurs.

Il a expliqué que il ne restait que la définition des domaines prioritaires dans sa mise en œuvre, soulignant que l'accord entre les deux ministères renforcerait les relations existantes entre les deux pays et garantirait davantage des moments d'échange d'opinions sur divers thèmes d'intérêt du continent africain et au-delà.

Avec ces instruments juridiques, a-t-il dit, les deux pays marquent des pas solides pour la consolidation des relations bilatérales.

À son tour, le ministre Charles Doubané a exprimé sa satisfaction quant à la signature des instruments qui régiront désormais la coopération entre les deux Etats.

De même, il a remercié la fraternité, la solidarité et l'amitié du peuple et autorités angolaises en ce qui concerne les relations entre les deux pays.

Il a ajouté que c'était le début d'une nouvelle ère dans les relations entre les deux pays, basées sur la volonté et disposition des deux Etats d'accroître les relations bilatérales.

Ont assisté à la cérémonie de signature des documents, des hauts fonctionnaires du Ministère angolais des Relations Extérieures (Mirex) et ceux des Affaires Etrangères, Intégration africaine et des Centrafricains à l'Etranger.

Le dirigeant de la République Centrafricaine effectue une visite de trois jours en Angola.

## AU/AFRICA :

### **Union africaine : Paul Kagame s'entoure d'une équipe de neuf experts pour réformer l'institution (Jeune Afrique)**

[http://www.dakaractu.com/Union-africaine-Paul-Kagame-s-entoure-d-une-equipe-de-neuf-experts-pour-reformer-l-institution-Jeune-Afrique\\_a120580.html](http://www.dakaractu.com/Union-africaine-Paul-Kagame-s-entoure-d-une-equipe-de-neuf-experts-pour-reformer-l-institution-Jeune-Afrique_a120580.html)

Lors du 27e sommet de l'Union africaine en juillet, le président rwandais s'est vu confier la mission de réformer l'Union africaine afin de la rendre plus efficace. Il devra remettre ses conclusions lors du prochain sommet en janvier 2017.

Économistes, politiques, ou businessmen du continent : neuf personnalités africaines, des secteur public et privé, ont été désignées par le président rwandais Paul Kagame pour réfléchir à la réforme institutionnelle de l'Union africaine. Selon un communiqué officiel du bureau de la présidence en date du 18 octobre, ces neuf experts doivent se réunir le 31 octobre à Kigali.

L'économiste rwandais Donald Kaberuka, ancien président de la Banque africaine de développement (BAD) et ex-ministre des Finances, désormais professeur à la prestigieuse université américaine de Harvard, fait partie de cette équipe de recherche qui devra dépoussiérer l'institution. En janvier 2016, Donald Kaberuka avait été nommé à la tête du Fonds de la paix de l'Union africaine.

Paul Kagame a également sollicité un autre économiste de renom : le Bissau-guinéen Carlos Lopes, qui s'est récemment illustré par sa liberté de parole en qualifiant le franc CFA de « mécanisme désuet ». Fin septembre, il a par ailleurs démissionné de ses fonctions de secrétaire général adjoint de l'ONU et secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

Quatre femmes parmi les recrues

Parmi les autres recrues, on trouve aussi l'ancien gouverneur de la banque centrale d'Afrique du Sud, Tito Mboweni, mais aussi des personnalités du monde des affaires comme le magnat des télécoms zimbabwéen, Strive Masiyiwa, fondateur du groupe Econet Wireless et le Camerounais Acha Leke, associé principal du cabinet mondial Mc Kinsey&Co.

Quatre femmes ont également été désignées par Paul Kagame : l'actuelle ministre de l'Environnement du Nigéria, Amina J. Mohammed, mais aussi Cristina Duarte, l'ancienne ministre des Finances et du plan du Cap Vert, et Mariam Mahamat Nour, ministre de l'économie, du plan et de la coopération internationale au Tchad. Elle a notamment travaillé comme conseiller spécial du secrétaire général des Nations unies dans le cadre de la réunion de 2015 sur les objectifs du millénaire pour le développement.

Enfin, la Camerounaise Vera Songwe, qui dirige le bureau Afrique de l'Ouest et Afrique centrale de la Société financière internationale (IFC – filiale de la Banque mondiale consacrée au secteur privé, ndlr), vient compléter l'équipe.

**UN/AFRICA :**

**L'ONU face au «scandale» du choléra en Haïti**

[http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2016/10/26/l-onu-face-au-scandale-du-cholera-en-haiti\\_5020605\\_3222.html](http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2016/10/26/l-onu-face-au-scandale-du-cholera-en-haiti_5020605_3222.html)

Un expert dénonce le rôle de l'institution dans l'épidémie de 2010 et son silence.

Un jeune garçon atteint du choléra, au centre de santé de Moron, en Haïti, le 12 octobre. Philip Alston, le rapporteur indépendant de l'ONU sur les questions d'extrême pauvreté et des droits de l'homme, n'a pas mâché ses mots devant l'Assemblée générale. L'attitude de l'organisation, qui a refusé de reconnaître pendant six ans sa responsabilité dans l'épidémie de choléra à Haïti ? « Un désastre, dit-il, moralement condamnable, indéfendable du point de vue légal et contraire aux intérêts [de l'ONU]. » Il dénonce aussi « le voile de silence et la chape de plomb » imposés par le département des affaires juridiques de l'ONU et les Etats-Unis, un des plus gros contributeurs au budget onusien, qui auraient tous deux poussé l'organisation à nier sa culpabilité en vertu de l'immunité dont elle dispose. « Un scandale digne du Watergate, à mon avis », avance-t-il.

Lire aussi : Haïti : abandonnés du « Bondye »

Pourtant, aucun doute ne subsiste quant au rôle joué par le bataillon népalais de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah) dans l'épidémie de choléra – la première - depuis cent cinquante ans dans l'île – qui a provoqué la mort de 9 300 Haïtiens et fait plus de 800 000 malades depuis 2010.

Responsable moralement mais pas légalement, l'ONU a donc annoncé, lundi 24 octobre, sa « nouvelle approche » vis-à-vis de cette crise du choléra avec la mise en place d'un fonds de compensation de 400 millions de dollars (367 millions d'euros) dont la moitié ira aux victimes et aux communautés touchées. Les 200 millions restants devront permettre des travaux d'assainissement.

« Profonds regrets »

Des questions restent en suspens : qui payera ? Les Etats membres se sont montrés très réticents. Et comment indemniser les victimes, puisqu'elles n'ont pas été enregistrées ? « Il va falloir trouver les listes, les vérifier, être aussi sûr que possible que ce sont des listes complètes », indique David Nabarro, conseiller spécial de l'ONU en charge des négociations avec le gouvernement haïtien, qui reconnaît la complexité de la tâche.

Le secrétaire général Ban Ki-moon doit présenter son plan d'éradication du choléra à l'Assemblée générale, début novembre. A quelques semaines de quitter son poste, osera-t-il aller plus loin que les « profonds regrets » exprimés ces derniers mois, et présentera-t-il des excuses officielles au nom de l'organisation ? Alors que Haïti enregistre une recrudescence alarmante de l'épidémie dans le sud du pays, ravagé il y a trois semaines par l'ouragan Matthew, certains osent encore l'espérer.

Marie Bourreau (New York, Nations unies, correspondante)  
Journaliste au Monde

## US/AFRICA :

### **USA: la fille du sprinter Tyson Gay tuée lors d'une fusillade**

<http://www.lalibre.be/actu/international/usa-la-fille-du-sprinter-tyson-gay-tuee-lors-d-une-fusillade-5803b3b2cd701eed8fce3633>

BELGA Publié le dimanche 16 octobre 2016 à 19h06 - Mis à jour le dimanche 16 octobre 2016 à 19h07

La fille du sprinter américain Tyson Gay est décédée dimanche lors d'une fusillade survenue à Lexington, dans l'état du Kentucky, annoncent les médias américains.

Trinity Gay, âgée de 15 ans, a été touchée à la nuque lors d'une fusillade sur le parking d'un restaurant, vers 04h00 heure locale. Elle est décédée à l'hôpital.

L'athlète Tyson Gay, 34 ans, avait notamment remporté trois médailles d'or lors des championnats du monde d'athlétisme à Osaka, en 2007.

## CANADA/AFRICA :

### Canada to partner with France in waging war in Africa

<https://www.wsws.org/en/articles/2016/10/24/caaf-o24.html>

By Laurent Lafrance

24 October 2016

Canadian Prime Minister Justin Trudeau pledged his Liberal government will dramatically expand its collaboration with France in military interventions in Africa, during a visit by French Prime Minister Manuel Valls to Canada earlier this month.

While Valls held discussions with Trudeau and senior government leaders on a range of issues, including the Canada-EU trade agreement, the main purpose of Valls' trip was to finalize plans for Canada's participation in French-led counter-insurgency operations in former French colonies in West and Central Africa.

The two leaders agreed to renew the Canada-France Enhanced Cooperation Agenda, which under a "humanitarian" cloak will see Canadian troops join the French army's neocolonial missions on the impoverished continent. Although this was Valls' first visit to Canada since he became prime minister, the talks on Franco-Canadian cooperation in Africa are far advanced.

As part of its "reengagement" with UN peacekeeping missions, Canada announced in September that it will deploy 600 soldiers and 150 police officers to one or more African countries and spend \$450 million on "peace support projects." During a tour of Africa last August to prepare for Canadian military deployments, Defence Minister Harjit Sajjan said the Canadian Armed Forces' intervention on the continent will be "for a long-duration."

While Trudeau has not yet specified what countries Canadian troops will deploy to, Mali and the Central African Republic are considered the most likely targets. However, Valls made clear that Canada's support would also be welcome in other countries, including Niger and Burkina Faso.

Canadian Defence officials recently confirmed that planning is well underway for Canada to deploy military transport aircraft to move French troops and equipment in five countries: Mauritania, Mali, Burkina Faso, Niger, and Chad.

The Canadian Armed Forces (CAF) has been increasingly involved in West Africa since France sent troops to Mali in 2013. With the support of the then NDP official opposition, the Harper Conservative government deployed military transport planes to ferry in French weaponry and supplies. Last year, Canadian heavy-lift Globemaster military aircraft carried nearly 40 tonnes of equipment between France and Africa to support Paris' drive to pacify its former colonial possessions.

It was recently revealed that the CAF has also been operating in Niger for the past three years, providing training to that country's special forces. France has long exploited Niger's abundant uranium reserves. The impoverished land-locked country has also become of increasing interest to Washington, which, through the US military's African Command (Africom), has developed a growing presence. As well as training troops in Niger, Canadian soldiers have cooperated with their US colleagues since 2011 in operation Flintlock, an Africom-led mission to train special forces from

countries including Mali, Mauritania, Chad, Senegal and Nigeria.

The CAF's involvement in Africa is part of Canada's shift to a more aggressive foreign policy. Behind its "democratic" facade, the Trudeau government is pursuing the same aggressive foreign agenda on behalf of Canadian imperialism as did the hated Conservative government of Stephen Harper.

With the sole exception of the 2003 Iraq War, Canada has joined every one of the major wars the US has launched over the past quarter-century. Canada is now deeply implicated in Washington's three principal military-strategic offensives—in the oil-rich Middle East and against Russia and China. These criminal enterprises have already set entire regions aflame and destroyed millions of lives, while increasing the risk of a direct confrontation between the US and the world's second and fourth largest nuclear powers, Russia and China.

Defence Minister Sajjan has himself made clear that the government's "peacekeeping" rhetoric is a fig-leaf to dupe the public into acquiescing to Canada's participation in war. Speaking of the task Canada would be called to play in Africa, Sajjan recently said he preferred the term "peace support operations" to "peacekeeping." Because "what we used to have as peacekeeping, before, is no longer. We don't have two parties that have agreed on peace and there's a peacekeeping force in between."

In reality, what Sajjan and the Liberal government mean by this is that Canada will be waging counter-insurgency warfare along the lines of the role the CAF played in the neocolonial occupation of Afghanistan from 2005 to 2011.

During his visit, Valls praised the Canadian Armed Forces as "a very professional army" and declared that "generally, we need a strong and active Canada in the world." The French premier also claimed that Canada and France confronted the same "terrorism which has struck our two societies—the crises that are shaking Africa and the Middle East and which affect our security".

The "war on terror" invoked by Valls is a fraud. Since 2001 the Western powers have used it to justify wars and military interventions across Central Asia, the Middle East and Africa and to justify sweeping attacks on democratic rights at home.

French imperialism has promoted this narrative to justify the reassertion of its dominance over its resource-rich former African colonies, while also intervening aggressively in the Middle East in support of the US regime change operation in Syria.

Paris is eager for military collaboration with Canada, which—through its ties with the US's Africom, its leading role in the Francophonie, and its global mining companies—has developed extensive interests in West and Central Africa.

Under Operation Barkhane, France is mounting military interventions in Mali and the Central African Republic, involving 12,000 and 13,000 troops respectively. Most of the troops are from neighbouring African states, but German, Dutch and Swedish forces are also involved.

Trudeau is using the same demagogic "anti-terror" rhetoric to justify Canada's role in the US-led war in the Middle East and the impending African deployment. In this, the Liberals have picked up seamlessly from where the right-wing Conservatives under Harper left off.

The "peacekeeping" missions Canada is readying to join in Africa are in reality all counter-insurgency operations that aim at sustaining in power servile, pro-Western governments who are

embroiled in civil wars.

The insurgency movements in those countries, as in the Middle East, are the direct result of the imperialist powers use of Islamist militias to oust regimes deemed hostile to the West and their promotion of communal and ethnic divisions as part of a “divide and rule” strategy. In the case of Mali, Islamist and Tuareg rebels who were armed and financed by NATO to oust the Gaddafi regime in Libya in 2011 went to Mali after the war and launched a rebellion against the Bamako government.

Canada is determined to expand its role in the imperialist carve-up of Africa because Canadian big business has billions of dollars in investments on the continent, above all in the mining industry. Canadian mining companies have invested at least \$25 billion in Africa, including \$3 billion in the Democratic Republic of Congo (DRC). In Mali, Canadian-based Iamgold is one of the two principal owners of the country’s largest gold mine with investments worth \$1 billion. Canadian companies have reaped massive profits from the rich resources in Congo, including by seizing on the chaos provoked by the war which engulfed the country and much of the region between 1998 and 2003.

The Liberals are said to be considering the possibility of sending additional troops to join a UN mission in the DRC, where a small contingent of nine Canadian servicemen is already operating.

When the Trudeau government first announced its plans to revive the CAF’s participation in “peacekeeping” missions, a section of the Canadian ruling elite led by the National Post and Globe and Mail expressed skepticism. This was bound up with their concern that the references to “peacekeeping” would fuel popular opposition to the military deployments when it became clear that the Canadian military was in reality prosecuting war.

Sajjan’s bellicose talk of “peace support missions” and open acknowledgment that this amounts to counter-insurgency warfare, the government’s readiness to partner with French imperialism, and the substantial interests of Canadian corporations on the African continent appear to have persuaded the Globe to express itself more forthrightly in support of Canada intervening militarily in Africa.

During Valls’ visit, the Globe published an editorial in which it argued that working with the experienced French army in Africa would serve Canada’s interest and that sending 600 troops would be a good start. The editorial concluded, “If the contingent works well, there may be a case for sending more Canadian troops.”

**AUSTRALIA/AFRICA :**

## EU/AFRICA :

### **Le Burundi réagit aux sanctions de l'UE**

<http://fr.africanews.com/2016/10/22/le-burundi-reagit-aux-sanctions-de-l-ue/>

Les autorités du Burundi ont réagi après le gel des salaires de 5.500 de leurs soldats par l'Union européenne.

Ce sont quelque 5 millions d'euros de salaires mensuels du contingent burundais de l'Amisom, présent en Somalie, qui ne passeront plus par les caisses burundaises, pour cause de sanctions de l'UE contre le Burundi.

Gaston Sindimwo, premier vice-président burundais :

« Qu'est-ce qu'ils n'ont pas fait ? C'est un geste qui est dans la continuité de la déstabilisation de la République du Burundi. Nous l'avons dit depuis longtemps ; le Burundi doit payer ses propres fonctionnaires et de surcroît, les militaires. Nous ne sommes pas en Somalie comme des mercenaires. Nous sommes en Somalie parce que c'est un pays frère, africain, pour aider la République somalienne à tenir debout, comme on nous a aidés dans le temps. »

A la question de savoir si le Burundi pourrait se retirer de l'Amisom, voici la réponse de Gaston Sindimwo :

« Bien sûr, pourquoi pas ? Pourquoi pas ? Parce qu'on n'est pas une armée d'établissement, on est une armée de maintien de paix et dans les conditions acceptables. Vous savez aujourd'hui, on a des arriérés de plus de dix mois. Et tout ça, on dit que c'est le gouvernement qui ne paie pas les militaires, alors que c'est l'Union africaine, en complicité avec l'Union européenne. C'est inadmissible, ça ! »

Le Burundi est englué dans une violente crise politique qui a fait des centaines de morts et des milliers de déplacés et réfugiés, depuis la réélection contestée de Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat en juillet 2015.

L'opposition lui reproche de ne pas respecter la Constitution, qui limite le mandat présidentiel à deux, ainsi que l'accord d'Arsuha, qui avait mis fin à des années de guerre civile.

### **L'UE menace d'interdire l'huile de palme guinéenne sur son territoire**

<http://fr.africanews.com/2016/09/29/l-ue-menace-d-interdire-l-huile-de-palme-guineenne-sur-son-territoire/>

avec Correspondant, Agences 29/09 - 11:13

Guinée

A l'origine de l'avertissement lancé par Bruxelles, la présence dans cette huile du Soudan 4, un colorant censé la rendre plus rouge et que l'UE qualifie d'impropre à la consommation. Et les autorités redoutent désormais des conséquences économiques.

PUBLICITÉ

inRead invented by Teads

Sur les marchés de Conakry, la capitale guinéenne, les clients prennent toutes les précautions nécessaires. Bountouraby Soumah, vendeuse d'huile de palme : « celle qui sait, elle relève le couvercle du pot d'huile, elle la remue et vérifie. Si elle est bonne, elle l'achète. Mais celle qui sait

que c'est de la mauvaise huile, elle ne me l'achète pas. C'est pourquoi je n'en vends pas d'ailleurs. Celles qui ne sont pas des clientes habituelles insistent toujours pour vérifier la qualité de mon huile.”

Les autorités guinéennes ne sont pas restées sourdes à l'interpellation de l'UE. Une campagne de sensibilisation a ainsi été menée auprès des acteurs de la filière. Marc Yombouno, ministre du commerce : “toute l'huile produite en Guinée n'est pas incriminée. C'est seulement une partie de l'huile issue de ces palmiers nains dans les plantations améliorées. Sinon la plus grande partie, la plus grande quantité de l'huile produite en Guinée et exportée dans toute la sous-région, qui est une très bonne huile alimentaire, n'est pas concernée.”

Désormais, toute exportation de cargaison d'huile de palme doit obtenir un certificat de conformité auprès de l'office national de contrôle qualité. Naby Laye Soumah, chef de la division produits agricoles de l'Office: “il y a une équipe mixte ici. Quand un opérateur économique est désireux d'exporter, on lui demande de faire une demande d'exportation, on fait un prélèvement et de l'analyse. Du mois de juin jusqu'à nos jours, nous n'avons enregistré aucune trace de soudan dans les résultats, les échantillons ont été envoyés à nos compatriotes pour être bien vus.”

La Guinée est consciente des pertes économiques qu'entraînerait une telle interdiction. Le pays exporte annuellement près de 10 000 tonnes d'huile de palme.

## CHINA/AFRICA :

### **La Chine veut relier le Mozambique à lui-même et au reste du monde**

<http://www.africadiligence.com/la-chine-veut-relier-le-mozambique-a-lui-meme-et-au-reste-du-monde/>

[Africa Diligence] Le 17 octobre 2016, à Macao, le Premier ministre chinois, Li Keqiang, a reçu son homologue mozambicain, Carlos Agostinho do Rosario. A cette occasion, Pékin a réaffirmé son engagement à contribuer au développement des infrastructures clés au Mozambique, particulièrement les routes, ports, et canalisations de gaz naturel.

Les relations bilatérales entre le Mozambique et la République populaire de Chine, se portent bien a assuré le chef de l'exécutif chinois. « La Chine espère relier l'initiative +la Ceinture et la Route+ à la stratégie de développement du Mozambique », a souligné Li Keqiang, l'objectif étant de relier les différentes régions du Mozambique, d'une part, et d'autre part, le Mozambique avec le reste du monde, d'un point de vue économique et commercial. Pékin appelle les deux pays à profiter de leur profonde amitié, de leur confiance politique mutuelle, et de leur complémentarité économique pour promouvoir une coopération pragmatique.

Lors de cette entrevue, le premier ministre Li a encouragé les entreprises chinoises à « investir au Mozambique conformément aux règlements du marché et aux principes commerciaux, afin d'aider le pays à transformer ses avantages en ressources, en avantages de développement et de jeter une base solide pour l'auto-développement et le développement durable ».

Approuvant l'engagement chinois, le Premier ministre mozambicain a lui aussi réaffirmé la volonté de son pays de renforcer sa coopération avec la république de Chine dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de l'agriculture, du tourisme et de la formation des ressources humaines.

Le Premier ministre do Rosario se trouve en Chine pour la semaine du 17 octobre 2016 en vue d'assister, notamment, à la cérémonie inaugurale de la 5ème Conférence ministérielle du Forum sur la coopération économique et commerciale entre la Chine et les pays lusophones.

La Rédaction (Avec MXI et Knowdys Database)

INDIA/AFRICA :

### **Miss India bientôt à La Réunion**

<http://www.linfo.re/la-reunion/societe/705048-miss-india-bientot-a-la-reunion>

DR - Falguni and Shane Peacock

Miss India World 2016 sera en visite à La Réunion - pour la première fois - à la fin du mois d'octobre. Miss India 2016 ira à la rencontre des Réunionnais et à la découverte du volcan, des lagons de l'île, des cascades, des marchés réunionnais, et profitera des festivités du Dipavali...

À l'initiative de l'IRT (Ile de la Réunion Tourisme) et en partenariat avec la compagnie régionale Air Austral, Priyadarshini Chatterjee, Miss Femina India World 2016, sera l'invitée de marque de La Réunion pendant quelques jours, à la fin du mois d'octobre.

L'IRT annonce qu'à l'occasion de son premier voyage sur l'île de La Réunion, Miss India 2016 ira à la rencontre des Réunionnais et à la découverte du volcan, des lagons de l'île, des cascades, des marchés réunionnais, et profitera des festivités du Dipavali, pour vivre l'une de nos plus importantes fêtes culturelles.

"Un programme riche en couleurs et en saveurs pour celle qui s'envolera pour l'élection de Miss Monde après son séjour à La Réunion !" ajoute l'IRT par voie de communiqué.

Pour cette reine de beauté, "ce voyage à La Réunion sera l'occasion de se fondre au coeur du vivre ensemble sur l'île Intense. Une expérience dont la jeune femme se réjouie d'avance" assure l'Ile de la Réunion Tourisme.

Avant d'ajouter : "Son séjour à La Réunion sera relayé dans les plus importants médias indiens et la Miss se mettra en scène dans les plus beaux décors de l'île. De quoi accroître une nouvelle fois la visibilité de La Réunion sur ce marché porteur, mais aussi de faire de La Réunion une destination toujours aussi exceptionnelle".

Et, fin novembre, l'île de La Réunion accueillera les 30 candidates à l'élection Miss France 2016.

**EN BREF, CE 26 octobre 2016... AGNEWS/DAM, NY, 26/10/2016**